

Zbigniew Wójcik

JEAN SOBIESKI — DU POLITICIEN A L'HOMME D'ETAT

Et dissipatae sunt omnes cogitationes eius

(Oraison funèbre de l'évêque Jan Wyzdga à l'occasion des obsèques de la reine de Pologne Louise-Marie, 1667)

Pour les Polonais, Jean Sobieski (1629 - 1696) est non seulement l'un des plus grands rois de Pologne mais aussi l'un des personnages les plus marquants de l'histoire du pays¹. Il est

¹ La bibliographie concernant Jean III Sobieski et sa politique, avant et après son éléction au trône de Pologne, n'est pas très abondante. On ressent surtout le manque d'études particulières détaillées sur la période postérieure à 1683, c'est-à-dire à la victoire de Vienne. Deux biographies méritent recommandation : T. Korzon, *Dola i niedola Jana Sobieskiego 1629 - 1674* [La fortune et l'infortune de Jean Sobieski 1629 - 1674], vol. I - III, Kraków 1898 (cet ouvrage fondamental n'embrasse malheureusement que l'époque antérieure à l'éléction au trône qui eut lieu en 1674), et, la meilleure de toutes celles parues jusqu'à présent, O. Forst de Battaglia, *Jan Sobieski König von Polen*, Zürich 1946. W. Konopczyński (*Dzieje Polski nowożytnej* [Histoire de la Pologne moderne], vol. I - II, Warszawa 1936) a donné un magistral aperçu de l'histoire politique du règne de Jean III. Récemment a paru la biographie de Jean Sobieski écrite par l'auteur du présent article (*Jean Sobieski, 1629 - 1696*, Warszawa 1983). Pour ce qui est des autres ouvrages, on peut signaler en premier lieu : L. André, *Louis XIV et l'Europe*, Paris 1950 ; T. M. Barker, *Double Eagle and Crescent. Vienna's Second Turkish Siege and Its Historical Setting*, Albany 1967. K. E. Birnbaum, *Johan Sobieskis svenska förbindelser 1674 - 1677*, in : *Karolinska Förbundets Årsbok*, 1950 ; idem, *Johan Sobieski och Sverige. Förbundet av år 1677 och dess upplösning*, *ibidem*, 1951 ; J. Du Hamel Breuil, *Sobieski et sa politique de 1674 - 1683*, « Revue d'Histoire Diplomatique », vol. VII, 1893, vol. VIII, 1894 ; C. Chowaniec, *Z dziejów polityki Jana III na Bliskim Wschodzie 1683 -*

surtout auréolé de la gloire de prestigieux chef militaire que lui ont assurée ses retentissantes victoires sur les Turcs à Chocim (1673) et devant Vienne (1683). Les historiens de l'art militaire demeurent encore aujourd'hui sous le charme de sa suprême habileté en la matière et Karl von Clausewitz (1780-1831), le général prussien qui fut l'un des plus illustres historiens et théoriciens de l'art militaire, parlait en termes très élogieux de la manière dont il conduisit la bataille de Chocim².

Beaucoup moins complète et expressive est cependant, dans les esprits et dans l'histoire, l'image de Sobieski politicien et homme d'Etat. La cause première en est que, malgré le continuel progrès des recherches, le règne de Jean III Sobieski, et surtout la période postérieure à 1683, restent toujours mal connus. Nombre de questions fondamentales concernant l'histoire tant

1686 [Pages d'histoire de la politique de Jean III dans le Proche-Orient], « Kwartalnik Historyczny », vol. XL, 1926 ; idem, *Sobieski wobec Tatarszczyzny 1683-1685* [Sobieski et les Tatars 1683-1685], ibidem, vol. XLII, 1928 ; idem, *Z dziejów powieńskiego polityki Jana III. Do genezy sprawy wschodniej* [Pages d'histoire de la politique de Jean III après Vienne. Contribution à la genèse de la question d'Orient], « Przegląd Współczesny », vol. VIII, 1929 ; K. Konarski, *Polska przed odsieczką wiedeńską r. 1683* [La Pologne avant l'expédition de Vienne en 1683], Warszawa 1914 ; W. Konopczyński, *Polska a Turcja 1683-1792* [La Pologne et la Turquie 1683-1792], Warszawa 1936 ; K. Matwijowski, *Pierwsze sejmy z czasów Jana III Sobieskiego* [Les premières Diètes du temps de Jean III Sobieski], Wrocław 1976 ; idem, *Jan III Sobieski jako mąż stanu* [Jean III Sobieski en tant qu'homme d'Etat], « Sobótka » vol. XXXV, 1980, n° 2 ; R. Michaud, *Innocent XI, Sobieski et les Turcs*, Paris 1912 ; K. Piwarski, *Polityka bałtycka Jana III w latach 1675-1679* [La politique baltique de Jean III dans les années 1675-1679], in : *Księga pamiątkowa ku czci Wacława Sobieskiego*, vol. 2, Kraków 1932, et tiré à part ; idem, *Między Francją a Austrią. Z dziejów polityki Jana Sobieskiego 1683-1690* [Entre la France et l'Autriche. Pages d'histoire de la politique de Jean Sobieski 1683-1690], Kraków 1933 ; S. Rubinstein, *Les relations entre la France et la Pologne de 1680 à 1683*, Paris 1913 ; J. Stoye, *The Siege of Vienna*, London 1964 ; J. Woliński, *Z dziejów wojny i polityki w dobie Jana Sobieskiego* [Pages d'histoire de la guerre et de la politique à l'époque de Jean Sobieski], Warszawa 1960 ; Z. Wójcik, *Mediacja tatarska między Polską a Turcją w roku 1672* [La médiation tatare entre la Pologne et la Turquie en 1672], « Przegląd Historyczny », vol. LIII, 1962, n° 1 ; idem, *Rzeczpospolita wobec Turcji i Rosji 1674-1679. Studium z dziejów polskiej polityki zagranicznej* [La République face à la Turquie et à la Russie 1674-1679. Etude d'histoire de la politique extérieure polonaise], Wrocław 1976 ; idem, *From the Peace of Oliva to the Truce of Bakchisarai. International Relations in Eastern Europe 1660-1681*. « Acta Poloniae Historica », vol. XXXIV, 1976.

von Sobieski, München, Friedrich dem Grossen..., Berlin 1837, pp. 4-7.

² K. von Clausewitz, *Strategische Beleuchtung mehrer Feldzüge*

politique que sociale et économique de cette époque-là n'ont pas encore été étudiées à fond par les historiens. Je me pose souvent la question si la constatation faite en quelque sorte en passant il y a déjà quarante ans par le célèbre historien polonais Władysław Konopczyński, reste actuelle : « Les historiens préféraient ne pas toucher à cette époque, comme s'ils craignaient de dissiper la légende d'un grand homme en scrutant ses actes dans le détail »³.

A partir de quel moment peut-on vraiment parler de Sobieski en tant que d'un politicien ? Il est incontestable qu'au début de sa carrière le jeune magnat ne s'intéressait pratiquement qu'aux questions militaires⁴. Ce n'est qu'à la veille de l'invasion suédoise qu'il commence son éducation politique. En 1654, nous le voyons en effet accompagner en Turquie l'ambassadeur extraordinaire Mikołaj Bieganowski. Séjournant, d'ailleurs incognito, pendant deux mois à Istanbul, Sobieski a pu regarder de plus près la puissance ottomane, déjà affaiblie mais toujours menaçante. Et, en sa qualité d'observateur perspicace, il en tira certainement d'appréciables profits. C'est probablement à la même occasion qu'il acquit les premiers rudiments du turc, langue dont il devait plus tard se servir assez aisément.

En 1655, Sobieski passe dans le camp victorieux de Charles X Gustave. Il serait difficile d'attribuer sa décision à quelque motivation politique plus profonde. Sobieski suivit tout simplement l'exemple de la majorité de la noblesse polonaise. Cet en quoi l'on verrait aujourd'hui un acte d'évidente trahison, profita en fin de compte doublement à la Pologne. Dans le camp de l'agresseur, le futur grand hetman et roi perça en effet plus d'un secret de l'art militaire occidental, moderne, que les Suédois pratiquaient à merveille. Cette expérience, et surtout la compréhension du rôle de l'infanterie dans la guerre, devaient lui être plus tard très utiles.

Dans la deuxième moitié de mars 1656, Sobieski rompt avec les Suédois. Charles X Gustave le fait condamner à mort et ordonne de clouer symboliquement son nom à la potence. Jean-Casimir,

³ W. Konopczyński, *Dzieje Polski nowożytnej...*, vol. II, p. 67.

⁴ J. Woliński, *Król Jan III Sobieski. W 250-letnią rocznicę zgonu [Le roi Jean III Sobieski. Pour le 250^e anniversaire de sa mort]*, Warszawa 1946, p. 9.

en revanche, oublie non seulement toutes les fautes de cet enfant prodigue, mais encore le nomme porte-enseigne de la Couronne, haute dignité qui, à l'époque, conduisait d'habitude tout droit à celle d'hetman. A la cour, le jeune Sobieski trouva, outre la grâce et les faveurs du souverain, le grand amour de sa vie : Marie-Casimire d'Arquien, une Française noble d'assez pauvre famille, appartenant à la suite de la reine Louise-Marie. Il n'est évidemment pas notre propos de nous arrêter ici aux aventures galantes du futur Jean III, si ce n'est pour souligner que mademoiselle d'Arquien l'ancre solidement dans le parti de Jean-Casimir où, comme chacun le sait, le premier rôle était tenu par Louise-Marie. Et c'est justement auprès de cette reine avisée que Sobieski fit son apprentissage de politicien. Or, c'était la période où la cour poursuivait d'intenses activités politiques, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Au plan international, il s'agissait de mettre fin, d'une manière aussi avantageuse que possible, à la guerre contre la Suède, ceci en comptant moins sur les alliés officiels, notamment l'Autriche et le Brandebourg, que sur la France de Mazarin. A l'intérieur, la tâche principale était de réformer les institutions de la République nobiliaire, ce qui consistait essentiellement à renforcer le pouvoir royal.

A l'époque, Sobieski n'appartenait pas encore à l'élite du pouvoir. Nous avons dit un peu plus haut qu'il faisait son apprentissage de politicien. Et c'est ce qui semble effectivement le mieux rendre le rôle qu'il jouait à la cour. De cette école, il tira certainement une leçon : la compréhension de la nécessité de réformer la République nobiliaire. Et ses efforts y tendront presque jusqu'à son dernier souffle.

En 1659, Sobieski est élu député à la Diète qui le nomme à la commission chargée d'examiner l'accord de Hadziacz conclu l'année précédente avec les Cosaques. Et il franchit ainsi une nouvelle étape dans son éducation politique. La prochaine, à notre avis encore plus importante, commence en 1660, alors qu'il suit les hetmans Rewera Potocki et Lubomirski en Ukraine pour faire face à l'invasion moscovite soutenue par les Cosaques. Aux côtés de guerriers si illustres que Lubomirski et, un peu plus tard, en 1663 - 1664, Stefan Czarniecki, Sobieski parfait sa connaissance de l'art militaire. En même temps, il a de plus en plus

souvent affaire à des problèmes dépassant de loin ce cadre pour entrer dans celui de la politique. C'est en premier lieu la question des confédérations que fondent les soldats sans solde et qui sapent gravement la puissance de l'armée tout en propageant un dangereux ferment social dans tout le pays.

Combattant en Ukraine, Sobieski apprend aussi à mieux connaître les problèmes politiques, sociaux et religieux de ce pays qui, malgré la mer de sang versée au cours de la guerre de 1648 - 1657 et les tentatives ultérieures de parvenir à un accord avec la Pologne, ne trouvent toujours pas de solution et font peser la menace de nouveaux conflits sanglants. Petit à petit, il entre réellement dans le grand jeu politique dont le pays est alors le théâtre et qui atteint justement son apogée avec la fronde de l'hetman Jerzy Lubomirski qui va porter le coup de grâce aux essais de réforme de la République nobiliaire. Le parti de la cour voulait surtout introduire le principe de l'élection *vivente rege*. De ce fait, il avait contre lui les masses fanatisées de la noblesse qui abhorrait tout ce qui présentait le moindre relent d'absolutisme. La tête de la rébellion fut prise par le grand maréchal (Premier ministre) et hetman de camp de la Couronne Jerzy Lubomirski, hier encore l'un des principaux chefs de la guerre contre les Suédois et tenant du roi légitime, aujourd'hui haï par la cour. Déclaré traître, il fut condamné par le tribunal de la Diète de 1664 à la perte de ses dignités, à l'infamie et à la confiscation de ses biens.

Devant ce combat entre le camp de la réforme groupé autour du roi et de la reine et la majorité conservatrice de la société nobiliaire, Sobieski était dans l'incertitude⁵. La diétine de Wiszna l'avait élu député à la Diète de 1664 - 1665, celle précisément qui devait juger Lubomirski, et lui avait enjoint de défendre l'hetman. C'était incontestablement le premier sérieux examen politique qu'avait à subir le futur roi. Il hésita longtemps, évita de prendre part à la délibération judiciaire de la Diète et, dans une lettre adressée à sa bien-aimée Marie-Casimire, à l'époque encore madame Zamoyska, affirma que la sentence prononcée contre Lubomirski était injuste.

⁵ *Polski słownik biograficzny [Dictionnaire biographique polonais]*, vol. VIII, p. 414.

Marie-Casimire, spécialement venue sur l'invitation de la reine Louise-Marie de Zamość à Varsovie, s'emploie à faire tomber les scrupules de Sobieski et à lui faire prendre le parti de la cour contre le grand maréchal. Mais Sobieski hésite encore et refuse, le 17 janvier 1665, de succéder à Lubomirski aux fonctions de grand maréchal de la Couronne. On lui fait aussi miroiter la dignité alors vacante d'hetman de camp de la Couronne.

La situation change soudain avec la mort inopinée du voïvode Jan Zamoycki. Devenue veuve, Marie-Casimire peut enfin épouser Sobieski qui surmonte alors ses ultimes scrupules. Au conseil tenu chez le roi le 13 mai 1665, il se prononce violemment contre tout accord avec le rebelle et, cinq jours plus tard, accepte la dignité de grand maréchal. Enfin, le 5 juin, il signe une déclaration appuyant le candidat français au trône de Pologne. En se prononçant ainsi sans équivoque pour l'un des principaux points du programme de la cour, il se range définitivement dans le parti de celle-ci.

Une question se pose inévitablement, dont la formulation même semble disqualifier Sobieski : est-ce vraiment et seulement l'amour qui l'a conduit dans les rangs du parti de la cour, appelé aussi le parti français ? A l'encontre de ce qu'en disent certains historiens⁶, je ne pense pas qu'il soit permis de simplifier ainsi la chose. En revanche, on peut certainement se risquer à affirmer que l'idée de renforcer le pouvoir royal et d'asseoir un Français sur le trône de Pologne lui était plus proche que les opinions de Lubomirski et du camp de la réaction nobiliaire. A ce qu'il semble, il était aussi convaincu que Lubomirski courait à l'échec. Dans les lettres datées de décembre 1664, Sobieski constate sans ambages que le grand maréchal est un homme perdu et qu'aucun espoir de salut ne lui reste, étant donné que tous ses amis l'ont abandonné. Les événements ultérieurs ne confirmeront pas ces prévisions, mais la première et forte impression a dû prévaloir.

Puisque la raison et le cœur lui dictaient de se rallier au parti de la cour, pourquoi Sobieski a-t-il aussi longtemps hésité avant de le faire et d'accepter les dignités qu'on lui offrait ? La réponse est cette fois très simple. Le sentiment de l'honneur, que

⁶ O. La s k o w s k i, *Jan III Sobieski [Jean III Sobieski]*, Lwów 1933, p. 29.

certains historiens sont enclins à tenir pour une quantité négligeable, a joué ici un rôle décisif. Ce sentiment le liait au frondeur sous les ordres duquel il avait servi pendant de longues années et qu'il respectait certainement pour ses qualités de chef militaire. « J'ai toujours en bonne mémoire l'honneur et la réputation — écrit en ce temps Sobieski — et je vois aussi qu'il y a ici deux chemins qui conduisent à l'honneur et à la réputation, chacun différent et opposé à l'autre »⁷.

Nous nous sommes arrêtés plus longtemps à cet instant crucial de la carrière politique de Sobieski pour démontrer que le choix qu'il fit, était juste. En se prononçant pour Jean-Casimir et Louise-Marie dont, en dépit des apparences, le parti était définitivement perdant, il s'ouvrait le chemin de son extraordinaire carrière. Il est vrai qu'il y eut des moments où Louise-Marie, toujours froide et sans égards dans ses calculs, était prête à se réconcilier avec Lubomirski en sacrifiant naturellement Sobieski qui aurait émigré en France. Mais le problème fut bientôt résolu par la mort, en 1667, de la reine et du séditieux. Sobieski conserva ses dignités fraîchement acquises. Peu après, il leur en ajoutera même une nouvelle. En octobre 1667, il remporte à Podhajce, en Podolie, une de ses plus belles victoires sur les Cosaques et les Tatares et, le 5 février 1668, le roi Jean-Casimir lui confère le bâton de grand hetman de la Couronne. Hier encore haï par la noblesse pour avoir accepté la succession de Lubomirski, Sobieski devient ainsi le premier personnage de l'Etat polonais, et le magistral discours qu'il prononce à la Diète de l'hiver 1668 accroît encore sa popularité et son autorité. Il est à la fois grand maréchal, c'est-à-dire premier ministre, et grand hetman. Cette dernière dignité prévaut d'ailleurs à l'époque puisque un étranger a pu alors écrire qu'« un Grand Général [grand hetman] peut tout ce qu'il veut »⁸. Sobieski se range aussi pour de longues années dans le parti profrançais et, comme beaucoup d'autres, recevra de

⁷ A. Z. Helcel, *Listy Jana Sobieskiego do żony Marji Kazimiery wraz z listami tej królewskiej rodziny i innych znakomitych osób* [Lettres de Jean Sobieski à sa femme Marie-Casimire avec les lettres de cette famille royale et d'autres éminents personnages], Kraków 1860, n° 5, pp. 5-6.

⁸ L'abbé Coyer, *Histoire de Jean Sobieski, roi de Pologne*, vol. I, Amsterdam 1761, p. 130.

coquets subsides de Louis XIV. Il restera fidèle à cette orientation pendant la première partie de son règne.

L'abdication de Jean-Casimir et l'élection au trône en 1669 de Michel Korybut Wiśniowiecki, inattendue pour beaucoup de gens, placent incontestablement Sobieski dans une situation sans doute très grave. En tant que l'un des principaux chefs du parti français, et en compagnie de plusieurs autres grands dignitaires, il appuie sans réserves d'abord la candidature du Grand Condé, puis celle de Philippe-Guillaume prince de Neubourg. Comme tout le parti français, il n'avait su alors ni comprendre le sentiment général de la noblesse ni prévoir les événements politiques. Il était pourtant clair que l'aveugle xénophobie des masses de la *szlachta*, dirigée surtout contre la France et les Français, ne donnait nulle chance aux candidats proposés par le Roi-Soleil, pas plus d'ailleurs qu'aux autres candidats étrangers.

Après l'élection de Michel Korybut, Sobieski et ses partisans politiques ne peuvent rien faire d'autre que de passer à l'opposition déclarée. C'est une des périodes les plus difficiles dans la vie politique du futur souverain. Il perd soudain son crédit auprès de la noblesse qui ne lui pardonne ni son orientation profrançaise, ni l'appui accordé aux candidatures étrangères, ni les intrigues tissées par Marie-Casimire tant en Pologne qu'en France.

Les « mécontents » se rebellent ouvertement contre Michel Korybut qu'ils veulent forcer à abdiquer pour offrir la couronne polonaise au nouveau candidat français, le prince Charles de Longueville. Sobieski se déclare pour l'opposition. Quelques années à peine après la sanglante fronde de Lubomirski, la Pologne se trouve de nouveau au seuil de la guerre civile. En octobre 1672 se noue la confédération de Gołab qui défend le roi et se déclare violemment antifrançaise. Un mois plus tard, sous l'égide de Sobieski, les « mécontents » y répondent par la confédération de Szczebrzeszyn. Cette situation dramatique, sinon tragique, est encore aggravée par le fait que la Pologne, abandonnée de tous, doit alors faire seule face au danger d'une nouvelle agression turque.

L'étude de cette période de la vie de Sobieski pose une question lancinante : le grand maréchal et l'hetman de la Couronne, était-il alors un rebelle ou un héros ? Devons-nous donner raison

à Władysław Mycielski, porte-glaive de Sieradz et confédéré de Gołąb, qui, en novembre 1672, n'hésitait pas à dénoncer « les traîtres avérés [...] et *primo loco* [...] monsieur le maréchal de la Couronne, en tant que celui qui, *armatis rationibus*, voulait convaincre sa Majesté d'abdiquer, et autour duquel se groupent tous les pires traîtres et mécontents comme auprès de leur chef » ?⁹. Ou, au contraire, convient-il de croire le biographe déjà cité quand il affirme que « Sobieski ne voulait pas attaquer. Son but dans la crise présente était de ramener le Roi aux constitutions de la République »¹⁰.

Il nous faut être très prudents en usant de la notion de trahison en général et surtout eu égard au XVII^e siècle qui lui donnait une acception tout à fait différente de celle couramment admise aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, il serait indigne d'un historien de qualifier de haute trahison les initiatives de Sobieski dans les années 1669 - 1672. Il est vrai qu'il se rebellait contre le roi légitime et appuyait les appels à son détronement, mais il est non moins vrai qu'il était guidé par l'idée de réformer l'Etat en renforçant le pouvoir central dont Michel Korybut était un aussi malencontreux représentant.

Il n'est évidemment pas exact que Sobieski ait seulement tendu à ce que le roi respecte les lois. Il s'est dressé contre le souverain légitime à un moment où l'Etat était menacé, mais c'est aussi lui qui a entièrement assumé la défense du pays, entreprenant la célèbre expédition de 1671 en Ukraine où il écrasa les Tatars et prévint ainsi l'invasion du territoire polonais qu'ils préparaient. Sobieski avait pleine autorité sur l'armée et aurait certainement pu recourir à la force, le risque d'un échec étant minime, mais il ne s'y décida pas et ne rompit jamais formellement avec le roi. Il devait avoir conscience qu'à ses visées s'opposait cette puissante force sociale qu'était la moyenne et petite noblesse, la *szlachta*, et qu'en y passant outre, il se lancerait dans une nouvelle guerre civile aux conséquences incalculables pour la Pologne.

⁹ *Diariusz kolowania i konfederacji pod Gołębem i Lublinem wraz z aktem konfederacji* [Journal des débats des diétines et de la confédération de Gołąb et Lublin avec l'acte de confédération], éd. A. Przyboś, K. Przyboś, Kraków 1972, p. 84.

¹⁰ L'abbé C o y e r, *op. cit.*, vol. I, p. 212.

A la question évidemment simplifiée posée plus haut : rebelle ou héros ? — nous pouvons donc trouver une troisième réponse. Dans les tragiques années du règne de Michel Korybut, surtout en 1671 et 1672, Sobieski n'était ni un rebelle ni un héros. Il n'était même plus un politicien profrançais, mais un homme d'Etat et un chef militaire qui avait non seulement le devoir de défendre le pays, mais encore le droit de décider de son destin. Il assumait d'ailleurs ce devoir aux heures où la République nobiliaire était au plus bas, alors que les commissaires de la Couronne conduisaient des pourparlers désespérés avec les Turcs qui finirent par dicter à la Pologne l'humiliant traité de Buczacz, tandis que les confédérés de Gołab, qui le haïssaient, demandaient qu'on lui retire le bâton de grand hetman.

Un peu avant, la biographie politique du futur Jean III s'enrichit d'un fait à notre avis extrêmement important. Stationnant alors à Lwów, le grand hetman envoie à la Diète du printemps 1672 son vote au sujet de la menace de guerre que font peser les Turcs. Ce vote est non seulement une pertinente analyse des rapports entre la Pologne et l'Empire ottoman, présentés dans le contexte de la situation internationale, mais aussi un plan d'action concret, un lumineux regard dans l'avenir. C'est probablement pour la première fois que Sobieski formule aussi nettement sa grande idée politique, à savoir que la Pologne n'est pas inéluctablement condamnée à la guerre contre les Turcs et les Tatars, et qu'elle peut chercher et trouver d'autres solutions, beaucoup plus avantageuses, par exemple s'allier avec eux contre la Moscovie. La chose mérite d'autant plus attention que le grand hetman précise sa pensée au début de 1672, alors qu'il se rend parfaitement compte que la poursuite de la guerre contre la Turquie, la Crimée et les Cosaques de Dorochenko est inévitable. C'est bien la preuve qu'il sait prévoir l'avenir, tracer de nouvelles lignes d'action à la politique extérieure de la Pologne.

L'ignominieuse défaite infligée par les Turcs en 1672 et la perte de Kamieniec en Podolie ne calment pas les esprits enfiévrés. C'est précisément en automne de cette même année que se dressent l'une contre l'autre, comme nous l'avons dit, les deux confédérations ennemies : de Gołab et de Szczebrzeszyn, ce qui, fort heureusement, ne dégénère pas cette fois-ci en guerre civile.

Les adversaires finissent par retourner à la raison, mais assez tard, puisque seulement à la Diète dite de pacification tenue en hiver et au printemps de 1673.

La réconciliation se fait surtout sous l'influence de la croissante menace turque et la Diète vote le recrutement d'importants contingents militaires sur la base de l'ample mémoire élaboré par le grand hetman, tout à fait « rentré en grâce ». Ce *consilium bellicum* est daté du 6 juin 1673 et, faisant contrepoids au programme présenté par Sobieski à la Diète un an plus tôt, expose le second terme de l'alternative devant laquelle se trouve placée la politique de la Pologne dans l'arène internationale. Ce second terme, c'est la guerre contre la Turquie. Cet ennemi est cependant trop puissant pour que la République nobiliaire puisse le combattre seule. Elle a donc besoin de l'alliance des pays chrétiens, d'une ligue antiturque. La chose n'est pas nouvelle, elle est présente dans la politique européenne depuis que la puissance ottomane menace notre continent, c'est-à-dire au moins depuis la première moitié du XV^e siècle. Mais Sobieski n'a pas confiance en l'efficacité de la machine de guerre d'une telle *Res Publica Christiana* fictive et ramène la question à des alliances concrètes, dont surtout avec l'Autriche et la Russie. Il propose aussi d'inclure dans cette coalition la Perse, depuis toujours ennemie politique et religieuse de la Turquie. Il conseille également de soulever les Valaques et les autres peuples chrétiens des Balkans qui aspirent à secouer le joug turc et honorent la mémoire de Ladislas IV Vasa, le grand roi de Pologne qui voulait leur apporter la liberté. A ce programme antiturb, Sobieski joint encore une idée : faire revenir Dorochenko et ses Cosaques dans le giron de la République nobiliaire¹¹. On peut donc affirmer qu'à la veille des événements qui le porteront au sommet du pouvoir, le grand hetman de la Couronne a une claire conception de la politique étrangère de la Pologne et de celles de ses variantes qui sont possibles à réaliser.

Les événements en question ce sont la glorieuse victoire de Chocim le 11 novembre 1673 et la mort du roi Michel Korybut

¹¹ *Pisma do wieku i spraw Jana Sobieskiego* [Ecrits pour le siècle et les affaires de Jean Sobieski], vol. I, éd. F. Kluczycki, Kraków 1880, n° 377, p. 1025.

à la veille de la bataille. Tous les deux, ils ouvrent à Sobieski le chemin au trône.

Elu le 20 mai 1674, le nouveau roi est non seulement un chef militaire émérite, mais aussi un grand homme d'Etat. Il consacre les premières années de son règne à la poursuite de la dure guerre contre les Turcs, mais aussi à la patiente réalisation de ses grandes visées politiques à long terme sur le plan tant extérieur qu'intérieur, témoignage de ce que le pouvoir suprême était revenu à un homme d'une largeur de vues dont nul Polonais avant ni longtemps après lui ne peut se prévaloir.

Jean III Sobieski a conscience de la nécessité d'un changement fondamental de la politique extérieure du pays et d'un sérieux renforcement intérieur de l'Etat. Malgré les profondes traditions antimusulmanes enracinées dans sa famille, c'est presque au lendemain de son élection au trône qu'il tente d'opérer un tournant radical dans la politique étrangère : mettre fin par l'entremise de la France à la guerre contre la Turquie pour ensuite, basant sur l'alliance avec la France et la Suède, attaquer le Brandebourg afin de s'emparer de la Prusse Ducale et s'installer ainsi plus solidement sur la côte de la Baltique.

Connaissant parfaitement le système des forces en Europe et la situation de son propre pays, Jean III Sobieski a dès alors pleine conscience que le Brandebourg et la Russie menacent déjà sérieusement la Pologne et qu'avec le temps, elles deviendront bien plus dangereuses que la Turquie. Le Brandebourg, auquel appartenait depuis 1618 également la Prusse Ducale, avait été libéré en 1657 de tout lien de vassalité envers les rois de Pologne. Maintenant, son territoire serrait comme dans une tenaille le delta de la Vistule et la Poméranie de Gdańsk, certainement les plus animées des artères de la vie économique de la République nobiliaire. Les Hohenzollern brandebourgeois tendaient donc tout naturellement à refermer ces tenailles, ce à quoi, comme nous le savons, ils parviendront cent ans plus tard, déjà en qualité de rois de Prusse. A l'issue de la guerre de 1654 - 1667 et en vertu de la trêve d'Andrussovo (1667), la Russie s'était emparée d'immenses territoires orientaux de la République nobiliaire. *De iure*, elle ne les détenait qu'à titre provisoire, mais n'avait aucune intention de les restituer et ne devait en fait jamais les rendre. Bien au

contraire, elle ne pensait qu'à poursuivre le « rassemblement des terres russes » et à renforcer sa supériorité sur l'Etat polono-lituanien qui continuait à s'affaiblir. Dans de pareilles circonstances, le raisonnement de Sobieski est clair : les guerres contre la Turquie nuisent à la Pologne et ne peuvent profiter qu'au Brandebourg et à la Russie.

Jean III tend donc à terminer les hostilités avec la Porte ottomane et à diriger ensuite toutes les forces du pays vers la réalisation de l'objectif fondamental de sa nouvelle politique : reprendre la Prusse Ducale et briser la puissance brandebourgeoise. Il sait que l'accomplissement de ce projet renforcerait considérablement la position de la Pologne face à la Russie qui serait obligée de renoncer à son expansion au détriment de la République nobiliaire et de lui faire des concessions.

Quelles prémisses portent le roi à considérer comme réalisable ce cours entièrement nouveau de la politique polonaise que l'histoire appellera politique baltique de Sobieski ? Il nous faut constater que toutes les intentions de Jean III ont alors de solides fondements. En Occident, Louis XIV lutte contre la coalition formée par la Grande Alliance de La Haye (1673) dans laquelle étaient entrés les Pays-Bas, l'Empereur, l'Espagne et la Lorraine. Parmi les adversaires du Roi-Soleil se trouve aussi Frédéric-Guillaume, l'électeur du Brandebourg, un ennemi juré de Sobieski que celui-ci haït depuis qu'il a violé les droits souverains de la Pologne et fait enlever à Varsovie le chef de l'opposition prussienne, Christian Kalkstein (1670).

Placé devant une situation aussi difficile, Louis XIV cherche des alliés dans toute l'Europe, et notamment en Pologne et en Hongrie. Le roi de France faisait grand cas des talents militaires et diplomatiques de Sobieski et avait été fort satisfait de son élection au trône. Il place donc en lui de sérieux espoirs pour le succès de sa politique orientale visant notamment à mettre en échec le Brandebourg de l'Est. Pour sa part, Jean III Sobieski, qui associe habilement dans ses plans les exigences de la politique extérieure et intérieure, va au-devant des intentions de Louis XIV.

La Pologne et la Suède devaient attaquer les possessions électorales à l'Est et plus précisément la Prusse Ducale qui, après la victoire, serait revenue au roi de Pologne. L'heureuse issue de

cette entreprise aurait simultanément libéré la République nobiliaire des liens devenus gênants de sa politique proautrichienne dont les effets préjudiciables commençaient nettement à se faire sentir. Cette nouvelle configuration politique permettait aussi aux Polonais de songer à la reconquête de la Silésie. Enfin, elle promettait — comme nous l'avons dit plus haut — de renforcer la position de la Pologne face à la pression moscovite de plus en plus menaçante. Mais la condition nécessaire de tout ce retournement était évidemment la fin de la guerre contre la Turquie. Les perspectives étaient vraiment éblouissantes. On pourrait les comparer à celles qui s'étaient ouvertes devant la Pologne quelque deux siècles et demi plus tôt, après l'union avec la Lituanie et la victoire sur l'ordre Teutonique.

Malgré les sérieux obstacles auxquels il se heurte à l'extérieur et à l'intérieur du pays, Sobieski réalise opiniâtrement son plan, étape par étape. Et la réalisation de ses objectifs semble devenir de plus en plus proche avec la conclusion du traité de Jaworów avec la France le 11 juin 1675, de la trêve de Żurawno avec la Turquie le 17 octobre 1676, et de l'accord avec la Suède signé à Gdańsk le 4 août 1677. Vu l'opposition intérieure qu'ils risquent de soulever en Pologne, les traités de Jaworów et de Gdańsk restent secrets.

Outre son contexte international, la politique baltique a également certains aspects intérieurs non moins, sinon plus, importants. Suivant les projets que nourrit Jean III, la Prusse Ducale reconquise sur l'électeur du Brandebourg doit devenir un duché héréditaire sous le sceptre des Sobieski. Ceux-ci pourront ainsi aspirer également, par élection ou succession, au trône de Pologne, ce qui se rattache déjà au programme de réformes intérieures que mûrit le souverain.

Le roi sait en effet fort bien que les progrès dans la vie politique du pays de cette anarchie dont les Diètes donnent le plus triste exemple, risquent de conduire le pays à la catastrophe. Le pouvoir doit être fort et capable de gouverner réellement. En octobre 1674, donc quelques mois après son élection, Jean III confiait déjà à des diplomates français être prêt à un coup d'Etat absolutiste¹². Absolutiste évidemment à la mesure de la Pologne

¹² *Ibidem*, vol. I, p. 1189.

et non à celle de la France, puisqu'il n'a pas l'intention d'abolir les institutions représentatives de la noblesse, telles que la Diète, les diétines ou les tribunaux. Il veut cependant renforcer le pouvoir central, rendre le trône héréditaire, abolir le néfaste *liberum veto*, mettre fin au verbiage des Diètes. L'auteur d'un écrit de propagande paru pendant la Diète de Grodno, fin décembre 1678, écrit sans aucun doute inspiré par le roi et son entourage, se lamente sur la situation de l'Etat et conclut que pour la rétablir il lui faut « *imperandi facultas et obsequendi necessitas*, toutes choses qui n'existent plus chez nous, étant donné que *secretus in paucis imperium* »¹³.

Tout renforcement de l'autorité royale équivalait pour la noblesse et les magnats qui la dirigeaient à l'instauration du pouvoir absolu que tous exétraient d'une manière vraiment pathologique. Comme l'a pertinemment remarqué le médecin du roi Connor, un Irlandais, les exemples de la Turquie et de la Russie épouvantaient les nobles¹⁴. Aussi bien durant les premières années du règne de Jean III que plus tard, l'opposition combattit avec un acharnement particulier toutes les tentatives du souverain d'assurer, encore de son vivant, la couronne à son fils aîné Jakub.

Malheureusement, l'évolution de la situation internationale et la montée en force de l'opposition intérieure réduisent à néant les ambitieux projets du roi. Presque tous les voisins de la Pologne, et non seulement le Brandebourg, s'en inquiètent. Les Habsbourg autrichiens passent à une énergique contre-attaque sur deux fronts à la fois : en Pologne même et dans l'arène internationale. Avec l'appui du pape et de l'électeur du Brandebourg, ils attisent l'opposition des magnats contre Sobieski. Dirigés par l'évêque de Cracovie Trzebicki, le grand chancelier Jan Leszczyński, le grand hetman Dymitr Wiśniowiecki et les Pac de Lituanie, les opposants avaient déjà en 1675 formé une confédération secrète contre

¹³ Z. Wójcik, « Rozmowa ziemianina ze statystą ». Z dziejów propagandy politycznej w czasach Jana III Sobieskiego [« Entretien d'un hobereau avec un homme d'Etat ». Pages d'histoire de la propagande politique du temps de Jean III Sobieski], « Sobótka », vol. XXX, 1975, n° 2, p. 329.

¹⁴ B. Connor, *The History of Poland in Several Letters to Persons of Quality...*, vol. II, composed and published by Mr Savage, London 1698, p. 7.

le couronnement de Jean III. Maintenant, profitant des Diètes de 1677 et 1678 - 1679, ils procèdent à un assaut général contre sa politique intérieure et extérieure. En 1677, ils obligent le roi à renouveler les pactes d'amitié avec les Hohenzollern qu'il hait et avec les Habsbourg qui lui sont hostiles. Sobieski est forcé d'y consentir précisément à l'apogée de sa politique baltique à laquelle il ne veut d'ailleurs pas encore renoncer. La meilleure preuve en est que peu de temps après la Diète de 1677, celle justement qui avait voté le renouvellement des pactes avec l'électeur du Brandebourg et l'empereur, le roi se rend à Gdańsk pour y signer, le 4 août avec Lilliehöök, l'envoyé du roi de Suède, un pacte secret dirigé contre le Brandebourg.

Au plan international, la première carte que les Habsbourg jouent contre Sobieski est celle de Moscou. En octobre 1676, l'empereur Léopold I^{er} conclut avec le tsar Fiodor III un traité qui doit les prévenir contre une éventuelle attaque de la part de la Pologne et de la Turquie. Tous les deux, ils associent simultanément leurs efforts afin d'empêcher Jean III Sobieski de prendre le pouvoir absolu et de restreindre la liberté dorée de la noblesse en Pologne.

La majorité de la noblesse et des magnats ne comprenait pas ou ne voulait pas comprendre les intentions du roi. La crainte délirante qu'elle éprouvait devant la perspective du pouvoir absolu lui fit par exemple, au lendemain même de l'armistice de 1676 avec les Turcs, réduire sérieusement les effectifs de l'armée, de peur que le roi ne s'en serve pour établir le régime de l'absolutisme. L'effet facilement prévisible en fut que les Turcs, heureux de pouvoir ne plus compter avec un pays pratiquement désarmé, lui imposèrent en 1678 de dures conditions de paix.

Avec une persévérance digne d'admiration, Sobieski fait face à tous les obstacles extérieurs et intérieurs qui se dressent devant sa politique baltique et poursuit sa diplomatie secrète. Celle-ci reçoit toutefois bientôt le coup de grâce. Alliés à la France et au roi de Pologne, les Suédois essuient de continuelles défaites dans leur guerre contre le Brandebourg et, prévue par une clause de traité de Gdańsk, leur opération de diversion en Prusse Ducale au cours de l'hiver 1678 - 1679 se solde par un échec. Le plus important est toutefois l'apaisement de la situation en Europe

occidentale intervenu dans les années 1678 - 1679. Louis XIV réussit, il est vrai, à sauver ses alliés suédois d'une défaite absolue, mais conclut simultanément avec le grand électeur Frédéric-Guillaume le traité de paix de Saint-Germain-en-Laye (le 29 juin 1679) suivi d'un accord secret (le 25 septembre 1679) par lequel celui-ci, en échange de subsides en bonne monnaie, s'engage à soutenir la candidature du roi de France ou du Dauphin à la plus proche élection impériale. De dangereux adversaire, Frédéric-Guillaume se mue ainsi en allié de Louis XIV. Parvenu à l'apogée de sa puissance, le Roi-Soleil perd évidemment tout intérêt à appuyer les ennemis de l'électeur et donc à soutenir Jean III Sobieski et sa politique baltique. En même temps, les tentatives du souverain polonais de parvenir à un accord avec la Porte ottomane se soldent aussi par un échec total, en raison tant du chauvinisme exacerbé des Turcs que de la faiblesse de la République nobiliaire. Enfin, les rapports avec la Russie se détériorent à nouveau et il n'est même plus permis de rêver à la restitution des territoires orientaux perdus à son profit.

Les projets du roi de Pologne s'effondrent comme un château de cartes. Sobieski homme d'Etat essuie un cuisant et irréparable échec qui est aussi une irrémédiable défaite pour son pays. La magnifique vision, pourrait-on dire néo-jagellonne, d'une Pologne reprenant place parmi les grandes puissances, se dissipe à jamais. Le bilan n'est toutefois pas entièrement négatif. Par sa politique des années 1675 - 1679, Jean III a grandement contribué à priver Frédéric-Guillaume des fruits de sa victoire sur la Suède et à écarter pour encore un demi-siècle les Hohenzollern de l'embouchure de l'Odra¹⁵. Du point de vue de la raison d'Etat polonaise, c'était déjà un appréciable succès.

Sobieski ne plie cependant pas devant ce grave revers. Il en tire les conclusions et, avec sa sagesse et son habileté coutumières, procède au retournement de la situation sur l'échiquier politique. Il se décide à rompre avec la France pour renouer les liens avec l'Autriche, ce qui signifie la reprise de la guerre contre la Turquie. C'est alors l'unique politique bénéficiant de l'appui de la noblesse et de l'écrasante majorité des magnats. La reine Marie-Casimire

¹⁵ K. Piwarski, *Polityka balttycka Jana III...*, p. 265.

pousse aussi à la rupture avec Louis XIV auquel elle garde rancune de ne pas l'avoir traitée en France, elle et sa famille, avec suffisamment de respect.

L'entreprise ne se révèle toutefois pas aussi aisée que le supposait Sobieski. Les partisans des Habsbourg en Pologne sont trop profondément engagés dans leur lutte contre la cour et ses projets de réformes pour se réconcilier immédiatement et sans hésitation avec le roi. D'autre part, les tenants de la politique profrançaise, menacés par son abandon, passent à l'opposition où ils s'allient aux partisans et agents du grand électeur. Certains pensent même à détrôner le roi qui se retrouve ainsi complètement isolé, tandis que son nouvel allié, pour l'instant *in spe*, l'empereur Léopold I^{er}, ne se montre pas trop empressé de jurer amitié à Sobieski. En effet, ayant désormais les mains libres en Europe occidentale, il ne ressent pas encore le besoin d'une aide de la Pologne.

En bon politicien, Sobieski joue cette partie extrêmement difficile avec une parfaite dextérité. Il réussit à disloquer l'opposition intérieure en sacrifiant comme bouc émissaire le trésorier Andrzej Morsztyn et en neutralisant l'hostilité d'un autre opposant, Stanisław Jabłonowski, par son élévation à la dignité de grand hetman de la Couronne. En même temps, le roi parvient à finaliser l'alliance avec l'empereur, cet en quoi l'aide grandement la menace croissante que les Turcs font peser sur l'Autriche. Le traité d'alliance offensive et défensive est signé le 31 mars 1683 et quelques mois plus tard, le 12 septembre, les forces polonaises, impériales et des princes de l'Empire réunies remportent une éclatante victoire sur l'armée ottomane commandée par le grand vizir Kara Mustafa. Sans conteste possible, le mérite en revient pour la plus grande part au roi de Pologne qui, mettant habilement à profit la topographie du terrain et son relief, avait préparé et commandé la charge décisive des hussards ailés polonais des collines près de Vienne.

Cette victoire mémorable qui auréola d'autant de gloire la Pologne, son armée et surtout son roi, et dont le puissant écho retentit dans toute l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu'à Moscou et depuis l'Ecosse jusqu'aux Balkans, était l'ultime grande action d'éclat de la République nobiliaire dans l'arène politique et

militaire internationale. C'était aussi le dernier grand accord de la politique de Sobieski. Mais la postérité, y compris les historiens, sont-ils vraiment autorisés à n'y voir qu'une glorieuse victoire assurant le salut de l'Europe chrétienne menacée par le Croissant ?

Il est absolument évident qu'avec l'effondrement de ses grands projets baltiques, avec la montée de l'opposition réunissant presque toute la noblesse, avec l'abandon de Louis XIV et l'impossibilité de parvenir à un accord avec la Russie, avec enfin l'incompréhension de sa politique dont faisaient preuve les Turcs, Jean III Sobieski n'avait aucune autre issue que ce retournement de sa stratégie internationale. Aucune autre solution ne s'offrait à lui dans les années 1678 - 1679. S'il n'a pu accomplir ses projets, si même après Chocim et Żurawno il n'a pu conclure un traité de paix avantageux avec la Porte ottomane, la faute en incombe surtout à la noblesse polonaise et aux coteries de magnats qui la manipulaient en servant sans vergogne les intérêts des puissances voisines. Combien avait raison le Conseil Sénatorial réuni en juin 1678 à Lwów pour examiner les conditions de paix imposées à la Pologne par la Turquie, quand il constatait amèrement : « C'est notre propre faute de ne pas avoir voulu écouter les conseils salutaires de Sa Majesté et de ne pas avoir fait avancer les armées victorieuses à Chocim et dans bien des autres cas, c'est donc presque volontairement que nous avons accepté ce joug [turc] »¹⁶.

Mais ce n'était là qu'une voix isolée et son écho fut extrêmement bref. L'écrasante majorité de la nation nobiliaire craignait moins l'invasion turque que les « menées absolutistes » du roi et c'est pourquoi elle ne permit pas que celui-ci, après la campagne de Żurawno, garde en main une armée non diminuée en nombre.

Le retour à l'orientation favorable à l'Autriche et hostile à la Turquie signifie le renoncement de Jean III Sobieski à une vraie politique de grandeur. Au lieu de marcher sur Koenigsberg ou Berlin, il s'était vu finalement obligé de marcher sur Vienne. Sa victoire a eu beau donner le début du déclin de la puissance ottomane, mais sans apporter à la Pologne quelque avantage sé-

¹⁶ Z. Wójcik, *Rzeczpospolita wobec Turcji i Rosji...*, pp. 137 - 139.

rieux à court ou long terme, si ce n'est la restitution, par le traité de Karlovci (1699), de l'Ukraine et de la Podolie avec Kamieniec, dont la Turquie s'était emparée.

Entrant en 1684 dans la Sainte Ligue formée sous la houlette du pape Innocent XI par la Pologne, l'Empire et Venise, Jean III — comme le disent fort justement les historiens — s'était trouvé « sous le joug » de cette alliance antiottomane. Il renonçait ainsi à ses visées baltiques, à toute pensée concernant la reconquête de la Silésie, et se voyait obligé de suivre la politique des Habsbourg et de la papauté qui n'offrait aucune perspective réelle à la Pologne, et enfin de faire des concessions à Moscou. La Sainte Ligue ne pouvait se passer de la Russie, mais celle-ci subordonnait durement son entrée dans la coalition antiturque à un aménagement, évidemment avantageux pour elle, de ses rapports avec la Pologne. La « paix perpétuelle » de mai 1686, que les historiens polonais appellent « traité de Grzymułtowski », scellait définitivement la défaite de la République nobiliaire dans le combat qu'elle livrait à son voisin oriental non seulement pour la restitution des territoires perdus avec Kiev durant la guerre de 1654 - 1667, mais encore pour l'hégémonie en Europe de l'Est. Bien pis, cette paix, l'une des plus désavantageuses jamais conclues par la diplomatie polonaise, projetait une ombre sinistre sur l'avenir du pays en préfigurant sa future soumission à la Russie.

Sobieski se rend parfaitement compte de cette situation. Aussi, avant de ratifier le traité de paix, il entreprend une nouvelle expédition contre les Turcs dans l'espoir que la victoire renforcera la position de la Pologne et obligera la Russie à certaines concessions. La campagne de Moldavie en 1686 n'apporte hélas aucun succès et sonne le glas de la réputation d'invincibilité du grand guerrier qui ne peut plus reculer le tragique moment de la ratification de la « paix perpétuelle ». Et c'est littéralement les larmes aux yeux qu'il la paraphe à Lwów en décembre 1686.

L'implacable ironie du sort avait par surcroît voulu que la victoire de Vienne, au lieu d'améliorer, détériore la situation de Jean III Sobieski à l'intérieur de son pays. Effrayés par l'immense autorité que le roi avait acquise en Europe, les magnats intensifient la lutte contre lui et entraînent la masse de la noblesse. Dès 1684, le voïvode de Poznań Krzysztof Grzymułtowski, le grand

maréchal de la Couronne Stanisław Herakliusz Lubomirski, fameux politicien et écrivain, le grand trésorier de Lituanie Benedykt Sapieha et, par un homme de confiance interposé, le grand hetman Jabłonowski, concluent un accord qui, entre autres, les engage à ne collaborer d'aucune manière avec la cour et à combattre tous les projets absolutistes du roi, dont en premier lieu l'élection *vivente rege*. Voulant prévenir l'élection au trône du prince héritier Jakub, à laquelle Sobieski pensait certainement, les opposants s'adressent au grand électeur Frédéric-Guillaume qui évidemment leur accorde son appui et signe en 1686, avec l'Autriche et la Suède, des ententes pour la défense de l'élection libre en Pologne...

Presque tous les magnats et leur clientèle nobiliaire s'unissent dans la haine qu'ils vouent à Sobieski. Dans la lutte contre ses projets de réforme et ses visées dynastiques, les orientations en matière de politique étrangère importent peu. « Autrichiens » et « Français » s'engagent côte à côte dans un combat sans pardon.

Parfaitement conscient de ne pouvoir mener une politique étrangère conséquente et prometteuse pour l'avenir sans avoir auparavant apaisé la situation intérieure et retourné ou vaincu l'opposition, Sobieski entreprend de combattre les magnats qui le haïssent. Aidé par quelques proches confidents, dont son secrétaire Stanisław Szczuka, plus tard référendaire de la Couronne, le voïvode de Belz Marek Matczyński, ami personnel promu en 1689 à la dignité de grand trésorier de la Couronne, et le châtelain de Sandomierz Stefan Bidziński, Sobieski pouvait aussi compter à cette époque-là sur une partie non négligeable de la noblesse. Chose caractéristique et digne d'être soulignée, la plupart des légitimistes en vue de ce temps se recrutent dans les rangs de la moyenne noblesse et non de la riche aristocratie.

La situation se prête à ce que Sobieski confédère une partie de la noblesse et engage un combat armé contre les magnats opposants. Le châtelain Bidziński l'y encourage en demandant qu'il « tire le sang vicié » à la République. Au cours de la dramatique Diète de Varsovie, en 1688 - 1689, la majorité des députés sollicitent une Diète « à cheval » et une confédération militaire afin d'impitoyablement régler son compte à l'opposition.

Aux diétines convoquées pour entendre la relation des débats, une bonne partie de la noblesse déclare son plein appui au roi ¹⁷.

Sobieski ne saisit cependant pas cette chance de détruire l'opposition au prix d'une guerre civile. Pourquoi ? Craignait-il d'exposer le pays qui lui avait confié ses destinées au grave danger d'une invasion étrangère, danger qui se serait certainement précisé avec la montée des luttes intestines ? Ou — comme l'écrivait un historien — « gardant douloureusement mémoire de l'acharnement des foules de Gołąb, reculait-il devant des mesures plus radicales ? » ¹⁸. Ou peut-être était-il tout simplement trop fatigué et aigri par tant de désillusions et d'échecs pour prendre une décision tellement lourde de conséquences ?

Dans l'état actuel des recherches il serait vain de chercher une réponse univoque à chacune des questions ici posées, questions que l'on peut d'ailleurs multiplier. Toutes contiennent sans aucun doute certains éléments des raisons réelles qui ont dicté au roi telle ou telle attitude, telle ou telle décision. Il apparaît de toute manière qu'en ce temps (1688 - 1689) c'était déjà un homme inapte aux grandes actions, à la grande politique. Probablement le plus significatif à cet égard est le discours à la fois dur et poignant qu'il prononça au *senatus consilium* le 24 mars 1688, après la Diète de Grodno. Les sénateurs l'écoutèrent dans un silence sépulcral. Combien a eu raison W. Konopczyński en n'hésitant pas à qualifier ce discours de « voix prophétique du roi Jean, ultime appel à la nation d'un homme déchiré par la douleur » ¹⁹.

Les tentatives d'instaurer en Pologne la monarchie héréditaire et de réformer le système parlementaire afin de conférer au pouvoir une réelle « *imperandi facultas* » furent autant d'échecs complets. Jean III succomba dans sa lutte contre l'opposition des magnats peut-être parce qu'il n'avait pas su oublier qu'il était lui-même l'un d'eux et s'élever au-dessus d'eux. Par ailleurs, tout en étant un grand stratège politique, ayant une extraordinaire vision de l'avenir, il n'était qu'un piètre tacticien, incapable de conduire au jour le jour un subtil jeu politique.

¹⁷ O. Laskowski, *op. cit.*, p. 319.

¹⁸ J. Woliński, *op. cit.*, p. 36.

¹⁹ W. Konopczyński, *Polska a Turcja...*, p. 115.

Nous avons dit plus haut que Sobieski tendait à dominer la situation intérieure, sachant bien que c'était la *conditio sine qua non* de toute action ultérieure efficace de la Pologne dans l'arène internationale. Mais là aussi, les revers succédaient aux échecs. Pourtant, le talent politique de Jean III brillera encore plus d'une fois d'un pur éclat. Depuis 1683, il cherche inlassablement et pendant de nombreuses années à employer la guerre contre la Turquie à la réalisation d'ambitieux et grands projets. Seule leur orientation change : il ne s'agit plus de la Baltique mais de la mer Noire, de renforcer la position de la Pologne sur ses rivages et sur le Danube, en Hongrie, en Transylvanie et en Valachie. Ce faisant, il ne compte absolument pas avec ses alliés de la Sainte Ligue, tout comme s'il voulait en secouer le « joug ». Rien ne le fait mieux voir que sa politique hongroise.

Dès la campagne de 1683, Sobieski évite les affrontements avec les insurgés hongrois qui, au côté des Turcs, luttent contre les Habsbourg. Il s'efforce de gagner à sa cause leur chef Thököly et le prince de Transylvanie Apafi qu'il veut détourner de la Porte Ottomane. Malgré les obstacles, dressés surtout par l'Autriche qui voyait ses intérêts en Hongrie ainsi menacés, le charme de la victoire de Vienne agit fortement, rendu encore plus efficace par les succès ultérieurs de la campagne de 1683. Les expéditions réussies du châtelain de Cracovie Andrzej Potocki en Podolie et en Ukraine, ainsi que celles de l'hetman cosaque Stefan Kunicki (qui nourrit des sentiments propolonais) en Moldavie, gagnent à la Pologne de nouveaux alliés, mais pas pour longtemps. L'hospodar de Moldavie Etienne Petriceicu passe du côté de l'Etat polonais, tandis qu'Apafi et l'hospodar de Valachie Serban Cantacuzino se déclarent prêts à accepter la suzeraineté de la Pologne.

W. Konopczyński parle en des termes aussi beaux que justes de cet aspect de la politique de Jean III Sobieski après la victoire de Vienne : « Pendant toute la durée de la guerre turque et jusqu'à son dernier souffle, Sobieski tendra à arracher au gouvernement despotique conjugué des Ottomans et des Habsbourg tous les pays établis sur le Danube inférieur : la Hongrie, la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie »²⁰ : Jean III et le gouvernement

²⁰ *Ibidem*, p. 106.

de la République nobiliaire considéraient alors la Moldavie et la Valachie comme un patrimoine de la Pologne (*patrimonium Reipublicae*) et, par conséquent, les revendiquaient aux Turcs de même qu'ils en exigeaient la restitution de l'Ukraine et de la Podolie ²¹.

Il importe certainement de rappeler que le roi de Pologne était l'un de ces hommes d'Etat, rares à l'époque, qui se rendaient compte que, pour exploiter à fond la victoire de Vienne, ce point d'arrêt de la politique d'expansion turque, il faut attaquer l'Empire ottoman et détruire sa puissance d'agression. Au lendemain presque de la victoire, il écrivait : « C'est le moment que des siècles ont attendu et si nous le laissons échapper, nous en répondrons devant Dieu » ²².

Tendant opiniâtement à briser la puissance agressive de la Turquie et aussi à se rendre indépendant des autres membres de la Sainte Ligue, Sobieski cherche de nouveaux alliés en dehors d'elle. Chose curieuse, il les cherche dans le monde de l'islam. Son attention se porte plus particulièrement sur la Perse, rivale politique et religieuse de la Turquie dans le Moyen-Orient. Il pense aussi aux Tatars de Crimée en comptant, non sans fondements, sur leur volonté persistante de rejeter la suzeraineté turque. Avec ses alliés de Linz, il nourrit aussi le projet de gagner à sa cause le patriarche d'Alexandrie et le roi chrétien d'Abyssinie, Ijasu I^{er}.

Les démarches à la cour d'Isfahan, conduites de concert avec l'Empereur et Venise, n'aboutissent qu'à un échec complet, ceci pour de multiples raisons. La diplomatie française eut là une influence certaine, veillant, dans l'intérêt de son pays, à ce que l'Empire ottoman ne se trouve pas pris dans un piège mortel.

Les choses n'allèrent pas mieux avec les Tatars de Crimée. Sobieski avait pourtant de bonnes raisons de croire à la possibilité de leur concours. Aussi bien à Vienne qu'un peu plus tard à Párkány, tous avaient pu constater que les Tatars évitaient visiblement le combat direct contre les Polonais. Mieux encore, les khans de Crimée Hādjdjī Girāy et Selim Girāy, ce dernier personnellement bien connu de Sobieski, avaient établi avec lui

²¹ Bibliothèque Nationale à Varsovie, ms. III 6880, c. 44.

²² C. Chowaniec, *Z dziejów polityki Jana III...*, p. 152.

des contacts diplomatiques suivis entre 1684 et 1686. Oubliant qu'encore en 1679 il avait proposé au tsar la destruction complète de la Crimée, le roi tendait maintenant la main aux Tatars en déclarant sa volonté de les voir devenir un peuple libre.

En février 1685, Sobieski dépêche à Bakhtchissarai un envoyé spécial, Tomasz Golczewski. L'instruction que celui-ci reçoit exprime excellemment la politique que le roi de Pologne entend suivre à l'égard des Tatars. Dans ce document très intéressant, il fait tout d'abord remarquer que les Tatars ont longtemps supporté l'esclavage et les humiliations imposés par les Turcs. Les khans se trouvent sous l'entière dépendance de la Sublime-Porte et ce ne sont plus les seuls sultans mais aussi leurs vizirs qui peuvent détrôner les Girāy quand ils le veulent et sous le moindre prétexte. Les Polonais, pas plus que nul autre, n'entendent aucunement pousser les Tatars à la guerre contre la Turquie, mais l'occasion s'offre maintenant à eux de secouer le joug du sultan simplement en ne lui accordant pas l'appui de leurs armes.

« Que le khan considère — lisons-nous dans l'écrit royal — ce que les Tatars en ont après les Polonais ou les autres chrétiens, comme les Polonais et les autres chrétiens après les Tatars. Les Tatars ni ne désirent le bien d'autrui, ni ne veulent devenir les maîtres du monde entier, tout comme les chrétiens et les Polonais ni ne veulent ni n'ont besoin de la Crimée ou d'aucune chose de celles qui appartiennent au khan et aux Tatars. Pour quelle raison viendraient-ils donc à se faire la guerre ? »²⁸.

L'appel du roi de Pologne fit certainement impression sur le khan, mais la froide analyse de la situation ne permettait pas à celui-ci de rompre avec la Turquie. Tout en aspirant toujours à l'indépendance, les Tatars de Crimée savaient fort bien par quoi pouvait être remplacée la tutelle turque. Le second terme de l'alternative devant laquelle ils se trouvaient, n'était pas, comme on le dirait dans le langage diplomatique d'aujourd'hui, la « coexistence pacifique » avec la Pologne et la Russie, mais la destruction par ces deux pays ou par l'un d'eux. Comme chacun sait, c'est ce qui eut finalement lieu. Et c'est précisément dans cette intention que le prince Golitzine organisa bientôt, en 1687

²⁸ *I d e m*, *Sobieski wobec Tatarszczyzny...*, pp. 60 - 61.

et 1689, ses deux expéditions contre le khanat de Crimée, soldées d'ailleurs par des échecs.

Avec le refus des Tatars, c'est encore un mirage de Sobieski qui s'évanouit. Outré par les intrigues des Habsbourg qui viennent de contrecarrer le projet de mariage de son fils aîné, Jakub Sobieski, avec la veuve de Louis Hohenzollern, Louise-Caroline née Radziwiłł, et l'ont fait d'une manière offensante, Jean III se retourne à nouveau vers la France. La diplomatie de Louis XIV vient à son devant, mais toute l'opération politique projetée est étouffée dans son berceau. Les essais de médiation française entre la Pologne et la Sublime-Porte se heurtent à un nouveau refus turc. Louis XIV n'offre aucune garantie et l'alliance avec lui ne promet pratiquement rien à la République nobiliaire tout en l'exposant au grave danger d'un conflit simultané avec l'Autriche, le Brandebourg et la Russie. Le nom seul de ces trois puissances est déjà, vers la fin du XVII^e siècle, suffisamment éloquent.

En 1690, Sobieski se rapproche de nouveau de l'Autriche et tente encore une fois de jouer la carte tatare, mais celle-ci est depuis longtemps fautive. Par l'entremise des Tatars, les Turcs proposent, il est vrai, en 1692 de restituer à la Pologne Kamieniec, la Podolie et l'Ukraine, mais au prix non seulement d'une paix séparée, mais d'une guerre concertée contre la Russie, ce que ni la République nobiliaire ni son roi ne sont plus en état d'accepter.

A cette époque-là, comme nous y avons déjà fait allusion, Jean III était d'ailleurs un homme prématurément vieilli, rempli d'amertume par ses insuccès, abandonné de tous dans sa patrie et de certains de ses proches dans sa famille, versant dans la bizarrerie, mesquin et cupide. A examiner de plus près les dernières années de sa vie, on pense aux strophes de Térence que le roi aurait pu prononcer : « *Vae misero mihi! Quanta de spe decidi* » !

En définitive, Sobieski ne réalisa aucun de ses grands projets politiques, dont le principal était la reconquête de la Prusse Ducale. Littéralement tout dépendait du succès de sa politique baltique : et le renforcement de la position de la Pologne dans l'arène internationale, et la guérison de l'organisme de l'Etat déjà gravement atteint. L'échec signifia le retour sur les vieux

chemins battus qui n'offraient aucune perspective sinon néfaste. La grande stratégie n'y était plus de mise et le roi devait s'en tenir à la seule tactique qui, sous « le joug de la Sainte Ligue », consistait trop souvent à simplement se houspiller. Par surcroît, Sobieski était aussi piètre tacticien que bon stratège. Ceci n'avait d'ailleurs plus tellement d'importance, car nul n'aurait su résoudre les problèmes qui s'amoncellaient devant lui. L'anarchie régnant dans le pays et la situation internationale défavorable devenaient des obstacles insurmontables.

Pour conclure, il nous faut constater que Sobieski était un politicien et un homme d'Etat hors pair, mais aussi, au moins dans une certaine mesure, un visionnaire. Son projet de réforme fondamentale de l'Etat ne visait pas à transformer la République nobiliaire en monarchie absolue ni sur le modèle moscovite ou turc, ni même sur le modèle français ou habsbourgeois. A l'époque où presque tous les pays de notre continent étaient soumis à un gouvernement absolu, la « liberté dorée » de la noblesse polonaise était un phénomène aussi beau en apparence que dénaturé en réalité et, par là, tragiquement dangereux. Combien éloquent est le fait que les monarques absolus des puissances voisines concluaient entre eux des pactes et des traités en vue de défendre le régime anarcho-républicain de la monarchie élective polonaise. Entreprenant son combat pour la réforme de l'Etat, Sobieski ne partait pourtant pas perdant. Bien au contraire, l'étroit rapport unissant ses entreprises sur le plan international et ses intentions en politique intérieure, lui offrait, durant les premières années de son règne, de sérieuses chances de succès. Une fois cette occasion passée, les circonstances et son manque de conséquence dans l'action ne lui laissèrent plus d'espoir. Et l'échec de sa politique fut pour la Pologne une tragédie historique²⁴.

²⁴ A l'occasion du 300^e anniversaire du secours de Vienne, en 1983 ont paru plusieurs ouvrages, articles et études. Il convient de citer les suivants : G. H a g e n a u, *Sobieski der Retter Wiens*, Wien—München 1983 ; J. W i m m e r, *Wiedeń 1683. Dzieje kampanii i bitwy* [Vienne 1683. L'histoire de la campagne et de la bataille], Warszawa 1983 ; *Der Sieg bei Wien 1683*, Wien—Warszawa 1983.